

Santé, recherche et business

8^e «Deutsch-Luxemburgische Wirtschaftskonferenz»

C'est le trio qui doit apprendre à travailler étroitement ensemble pour à la fois freiner les coûts de la santé et générer de nouvelles richesses.

FABRICE BARBIAN

«4.700 dollars. C'est ce que coûte un résident luxembourgeois par an. Un montant à comparer avec les 3.700 dollars dépensés pour un Allemand. Notre système de santé est performant, mais il est également très cher. Ce qui n'est pas sans conséquences, notamment pour les entreprises qui supportent une partie de la note, ce qui affecte leur compétitivité», explique Carlo Thelen, chef du département international de la Chambre de commerce, rencontré lors

de la 8^e «Deutsch-Luxemburgische Wirtschaftskonferenz» qui s'est tenue le 14 décembre à la Chambre de commerce. Un coût qui implique des réformes, au Luxembourg comme ailleurs, afin de se donner les moyens de garantir la pérennité du système de santé en place, au moins en ce qui concerne ses fondamentaux, et cela alors que le vieillissement de la population, entre autres, aura pour conséquence d'augmenter la facture supportée par tous.

PARTENARIATS

Une évolution que les mondes de la santé, de l'économie et de la recherche ont les moyens de tempérer tout en développant de nouvelles activités économiques, dans le cadre de partenariats public-privé. «Nous devons effectivement travailler ensemble afin de

créer des réseaux efficaces de connaissance, pour faciliter les transferts de technologies», explique Emanuele Gatti, le CEO de Fresenius Medical Care AG pour l'Europe, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique. «L'évolution du secteur de la santé dépend aussi de la recherche en matière d'économies d'énergie, par exemple. Dans notre métier [NDLR: Fresenius Medical Care est spécialisé dans le domaine des produits et des services destinés au traitement de l'insuffisance rénale chronique par dialyse], il faut savoir qu'une dialyse consomme 7 kW d'énergie et plusieurs centaines de litres d'eau. Il est clair que toutes les avancées technologiques visant à réduire ces consommations nous intéressent. Et intéressent nos clients et les gouvernements, car cela participe à réduire le coût d'une dialyse tout en œuvrant pour l'envi-

ronnement. C'est un exemple parmi beaucoup d'autres.» D'où la nécessité de fédérer les différents acteurs au niveau européen. Espace sur lequel le Grand-Duché se positionne, comme l'a rappelé Pierre Gramagna, le directeur de la Chambre de commerce, qui a notamment évoqué les investissements (140 millions d'euros) réalisés dans le domaine des biotechnologies avec la création, notamment, d'une biobanque ou du biohealth cluster, qui s'attache, là encore, à favoriser la coopération entre entreprises et organismes publics en matière de santé. Des investissements qui participent à promouvoir la médecine personnalisée mais également à développer une médecine préventive efficace et l'émergence d'une niche de développement et de diversification économique. Joindre l'indispensable au... nécessaire.